



Nouveau Parti Anticapitaliste

Comité d'ORLEANS

Mail : npa45@npa-mail.org / Site : npa 45.org /

Twitter: @npa_45 / Facebook: NPA Orléans 45



Macron ne pourra pas confiner nos colères bien longtemps...

Alors que la pandémie du Covid-19 a déjà emporté près de 15 000 personnes, Macron a donc - une nouvelle fois - parlé, et parlé, et parlé...

D'abord du blabla pour rendre hommage aux personnels soignants qui, malgré les moyens dont les gouvernements successifs les ont privés, font face au quotidien. Bien des mots de la part du président... **mais toujours aucun moyen !**

Attendu sur cette question, Macron a annoncé une prolongation du confinement jusqu'à au moins le lundi 11 mai. Dans la suite de l'improvisation et de l'irresponsabilité de ce pouvoir depuis le début de cette crise sanitaire d'ampleur, Macron et le gouvernement, sans aucune anticipation, n'ont donc d'autre politique que de prolonger ce confinement « par défaut ».

Sans surprise, si Macron n'a aucun moyen supplémentaire à donner aux personnels de santé, il promet par contre de nouvelles aides aux entreprises et à une série de secteurs professionnels, avec en particulier des « annulations de charges ». De nouveaux cadeaux, toujours aux mêmes...

Macron promet la reprise progressive des établissements scolaires du 1^{er} et 2nd degré à partir du 11 mai, mais sous quelles conditions ? Et pourquoi alors laisser les universités fermées jusqu'à l'été ? *En réalité, cette réouverture des écoles pour les plus jeunes est tout simplement la condition indispensable pour renvoyer leurs parents au boulot, quelle que soit la situation sanitaire. Le Medef l'a ordonné... et Macron exécute. C'EST CRIMINEL !*

Sans plus de détails, Macron promet aussi des tests de dépistage au compte goutte... mais aussi le pistage avec la mise en place d'une application de contrôle.

Une « aide exceptionnelle » pour les familles les plus modestes avec enfants (dont on ne connaît ni le montant ni les conditions) et des masques pour tout le monde à partir du 11 mai, voilà tout ce que nous aurons obtenu ce soir...

Mais derrière les mots ronflants et les grandes phrases sur « l'après », ce pouvoir est totalement démasqué. Sa politique - étaler le « pic de l'épidémie » afin d'éviter au système sanitaire de ne pas être totalement débordé - atteint aujourd'hui toutes ses limites et n'a pas d'issue.

Face à ces atermoiements sans perspective, le risque s'accroît d'un « déconfinement » sans horizon à cette heure, mais sans nul doute sauvage et chaotique sous la double pression d'une situation de plus en plus insupportable pour une partie de la population (les plus pauvres et les plus précaires en particulier) et de la volonté du patronat aidé par ce gouvernement de remettre en route au plus vite la machine à profits...

A l'opposé, nous devons continuer à nous battre pour que notre santé, nos vies, passent avant la fuite en avant capitaliste, pour créer pour la suite les conditions d'un déconfinement qui ne tourne pas à la catastrophe sanitaire. Cela suppose des mesures d'urgence :

- La réquisition des moyens de production permettant la fabrication des tests, des masques, de blouses coton et de tous les matériels indispensables à la lutte contre la pandémie.

- Le blocage de toutes les tentatives de redémarrage des activités non indispensables, tout en garantissant au personnels contribuant aux activités nécessaires un travail en sécurité.

- Un collectif budgétaire immédiat pour permettre à l'hôpital, aux EHPAD, aux services sociaux de faire face : création de 120 000 postes de personnel soignant, réouverture des services supprimés dans les hôpitaux des maternités jusqu'aux blanchisseries, ouverture des dizaines de milliers de lits fermés depuis une quinzaine d'année...

Confiner une partie de la population tout en poussant l'autre à retourner au boulot au mépris de toute garantie de santé publique, voilà la feuille de route que nous a promis Macron ce soir. Mais nous ferons tout, ces prochaines semaines, pour que ce pouvoir ne connaisse pas « les jours heureux » que Macron a fait semblant de nous promettre tout en préparant l'inverse...

Nous pouvons craindre le pire pour les salariéEs surtout lorsqu'il oublie de répondre au patronat qui a déjà prévu de rogner sur tous les acquis sociaux : Temps de travail au-delà des 40h, suppression des RTT, diminution des jours de congés, morcellement et étalement des congés selon le bon vouloir des entreprises, etc. Il va nous falloir retrousser les manches.... pour la bagarre !

Pendant la crise pandémique, zéro revenus = zéro loyer !

Le logement est devenu avec l'obligation du confinement le lieu essentiel de résistance au virus.

Or il n'y a quasiment rien eu dans les décisions gouvernementales en soutien aux habitantEs confinéEs des quartiers populaires. Macron a tout de suite annoncé des reports de charges, de loyer pour les entreprises... mais rien en ce qui concerne les habitantEs si ce n'est un report de deux mois de la fin de la trêve hivernale. C'est insuffisant !

Les revenus de beaucoup de salariés sont remis en question, par le chômage technique, par l'arrêt des missions d'intérim, par la garde des enfants souvent faite par les femmes, par la disparition des boulots précaires, alors que les dépenses sont en hausse : plus de cantines scolaires ou de restaurants d'entreprise, des repas à la maison plus nombreux, davantage de charges d'eau et d'électricité, le prix des denrées de première nécessité en hausse...

Il n'est pas acceptable que les salariés se voient précarisés dans leur logement alors qu'ils doivent faire face à une pandémie dont ils ne sont pas responsables. Déjà qu'une grande partie du monde du travail paient le prix fort en continuant à travailler, s'exposant au virus, vivant dans des logements modestes...

Le gouvernement doit prendre immédiatement des mesures de soutien aux locataires, ce qui passe par l'exonération des loyers pour la période du confinement applicable à tous les bailleurs publics ou privés. Il doit annuler toutes les poursuites pour dettes et les procédures d'expulsion engagées dans cette période. Il doit prolonger la trêve hivernale jusqu'en mars 2021, prononcer un moratoire sur les crédits immobiliers des propriétaires occupants, et réquisitionner les logements vides pour mettre à l'abri les sans logis ou mal logés.

De plus, ce gouvernement a engagé une réforme de l'APL en 2018 qui a ponctionné les bailleurs sociaux pour renflouer ses caisses, fragilisant le logement social. Aujourd'hui il doit rendre l'argent qui doit servir au soutien des habitantEs face à la pandémie.

Le NPA soutient toutes les mobilisations, les appels, les pétitions qui se multiplient et qui exigent ce plan d'urgence. Il appelle à l'unité de toutes et tous pour imposer ces mesures vitales.

Mort d'Élisabeth Rolande, aide-soignante en EHPAD, 48 ans et mère de trois enfants

Élisabeth Rolande Adjibodou, aide-soignante dans un EHPAD à Mulhouse, est décédée dans la nuit de lundi à mardi des suites du Covid-19. Une mort de plus qui vient rappeler que face à la crise sanitaire, ce sont les travailleurs qui sont envoyés au front et qui en payent les frais.

Dans la nuit de lundi à mardi, Élisabeth Rolande Adjibodou, aide-soignante dans l'EHPAD Korian La Filature à Mulhouse âgée de 48 ans et mère de trois enfants, est décédée des suites du coronavirus. Elle travaillait au contact de résidents infectés par le coronavirus et, selon la porte-parole de plusieurs aides-soignantes qui s'est exprimée dans [une interview aux Dernières Nouvelles d'Alsace](#), n'était pas suffisamment équipée pour se protéger du virus : "elle n'avait pas de surblouse et n'avait qu'un masque chirurgical pour se protéger".

Une fois de plus, ce sont les travailleurs qui sont envoyés au front sans protections nécessaires et qui récoltent les fruits de la crise. La mort d'Élisabeth fait tristement écho à celle [d'Aïcha, caissière au Carrefour de Saint-Denis, décédée elle aussi des suites du coronavirus](#). Pendant que les patrons sont confinés chez eux et envoient des milliers de travailleurs au boulot quand certains secteurs ne sont même pas essentiels en ces temps de crise sanitaire, tous ceux qui travaillent dans les secteurs sur lesquels reposent la gestion de la crise manquent de matériel de protection, voire reçoivent du matériel périmé et inutilisable, comme ces infirmières à Marseille qui ont reçu des blouses déchirées.

La direction de l'EHPAD, interrogée sur le manque de matériel, a répondu que les masques FFP2 et les surblouses devaient être réservés aux aides-soignantes s'occupant des cas les plus graves. Une distinction qui n'a pas empêché la mort d'Élisabeth, et qui ne devrait pas avoir lieu quand des centaines de travailleurs meuvent au front.

À l'heure où Sibeth Ndiaye nous explique qu'il n'y a pas eu de consignes claires par rapport au port du masque faute de consensus entre les scientifiques à son sujet, exigeons la réquisition de toutes les entreprises non essentielles et leur reconversion dans la production de matériel ! Ce n'est pas aux travailleurs de payer la crise !